

Loi anti-inflation

M. Clarke: C'est exactement ce qu'il veut.

M. Fraser: Voyez-vous, il ne suffit pas que les hommes d'affaires disent: «Nous ne pensons pas qu'il faille imposer des contrôles, mais si vous les retirez, nous ne pourrions pas venir à bout des syndiqués». Il ne suffit pas que les personnes engagées dans la défense des droits civils ou les simples citoyens disent: «Nous ne pensons pas qu'il devrait y avoir des contrôles, mais, pour l'amour du ciel, il faut faire quelque chose pour empêcher les prix de monter». Le fait est que les syndicats et le patronat qui, avec le gouvernement, constituent les plus importantes forces de notre économie, doivent prendre une décision. Ont-ils le courage de prendre leurs responsabilités et tiennent-ils vraiment à leur liberté? Veulent-ils revenir au temps où le gouvernement ne prenait pas de décisions à leur place et où c'était à eux de faire preuve d'un sens des responsabilités et de bon sens?

M. McIsaac: Ils n'en ont pas fait preuve jusqu'ici.

M. Fraser: Mon ami le député de l'autre côté, pour qui j'ai une grande considération, vient de dire que je n'en ai pas fait preuve jusqu'ici. Pense-t-il que c'est en plaçant les gens dans des conditions où ils ne sont pas libres de prendre de décisions qu'on les prépare à exercer leurs responsabilités? C'est une contradiction de la nature humaine. Plus on protège les gens, en leur enlevant la responsabilité d'exercer leurs droits avec une certaine autodiscipline et un certain bon sens, plus il leur est difficile de le faire quand ils recouvrent leur liberté. C'est un point fondamental.

● (1510)

Je dis à mes amis ministériels qu'ils n'ont pas encore gagné la partie. Ils n'ont pas atteint leur but s'ils veulent créer le paradis sur terre. Toutefois, c'est impossible. En tant que conservateur, je ne crois pas que le monde soit nécessairement perfectible. Nous vivons dans un monde imparfait et nous devons faire de notre mieux dans ce monde-ci.

M. Munro (Esquimalt-Saanich): Un gouvernement imparfait aussi.

M. Fraser: Mon ami dit que nous avons un gouvernement imparfait. Cela se passe de commentaires.

M. Kaplan: Nous le reconnaissons.

M. Fraser: J'estime que le moment ne se prête jamais pour dire aux gens qu'il doivent être sérieux, que s'ils veulent leur liberté, ils devront en user avec pondération. Il y aura des abus. Il y a des gens qui n'ont pas la maturité qu'il faut. Cependant, il faudra bien trouver quelque chose un jour. Personne ayant le moindre de maturité ne peut prétendre que nous vivons dans un monde parfait ou croire que nous l'établirons un jour.

Nous avons lutté politiquement et économiquement pour obtenir, entre autres choses, un certain degré de liberté. Nous devons alors nous montrer sérieux. Certains chefs syndicaux vous diront aujourd'hui que ce qu'ils craignent le plus, une fois les contrôles levés, c'est que le premier groupe patronal d'un secteur important de l'industrie cède à une demande ridicule. Cela rendrait la tâche terriblement difficile aux autres chefs syndicaux. Ils ne vous le diront peut-être pas publiquement, mais sûrement en privé. C'est donc dire que le patronat a une responsabilité à assumer. Les chefs d'industrie ne peuvent

simplement décider de céder chaque fois qu'il se présenteront à la table de négociations et de refiler ensuite toute hausse aux consommateurs. On se rend de plus en plus compte à la Chambre que le gouvernement doit avoir le sens de sa responsabilité.

Des voix: Bravo!

M. Fraser: A ceux qui disent que le gouvernement ne peut pas freiner ses propres dépenses et sa propre expansion, je répondrai qu'en effet, il ne peut pas le faire tant que nos dirigeants n'auront pas vraiment la volonté de le faire. Au cas où on tenterait de soustraire mes propos à leur contexte, j'ajouterai ceci. Je ne crois pas une seconde qu'il soit possible de résoudre les problèmes du Canada en faisant table rase du jour au lendemain de tous les services gouvernementaux disséminés à travers le pays. Ce serait de la folie. Il y a des gens qui pensent cela; ce sont des imbéciles, c'est le moins qu'on puisse dire. Nous devons avoir prise sur le gouvernement, comme nous devons avoir prise sur tout le reste.

M. Gillies: Mais devons-nous avoir ce gouvernement?

M. Kaplan: C'est aux électeurs d'en décider.

M. Fraser: Le gouvernement est encore là pour un moment, de toute manière, et je dois faire tout mon possible, en ce vendredi après-midi, pour le persuader de changer d'attitude.

Je voudrais aborder maintenant un autre point. Je veux parler des documents et des discours du ministre du Travail (M. Munro). C'est dommage qu'il ne soit pas ici cet après-midi. Il représente actuellement le Canada à l'Organisation internationale du travail, à Genève, et ne pourra donc pas assister à ce débat. Je sais qu'il aurait souhaité être ici. Je comprends très bien que ça ne lui soit pas possible.

Depuis l'automne, le ministre du Travail, le ministre des Finances et d'autres ministres, y compris le premier ministre parlent de créer un vaste forum national chargé d'examiner les grandes questions économiques du jour. Je suis surpris de voir que, bien que j'aie posé des questions à maintes reprises à ce sujet depuis la fin d'octobre, en novembre, décembre, et ainsi de suite, jusqu'à ce jour, et que j'en aie parlé dans mon discours du 21 avril dernier, le gouvernement ne semble pas avoir fait avancer son projet de forum national.

La tribune nationale à laquelle songe le ministre pour examiner «les grands problèmes économiques du jour» sera à caractère multipartite et se composera de représentants de pratiquement tous les secteurs de la société que l'on puisse imaginer. Il est assez intéressant de noter dans le programme de coopération et dans les faits saillants du programme, le Livre vert, qu'on décrit encore une fois ce forum national multipartite comme le mécanisme de consultation grâce auquel nous allons diriger nos affaires dans une large mesure sur une base consultative.

Le ministre des Finances a eu aujourd'hui l'obligeance d'éclaircir un point durant la période des questions en disant que les entretiens actuellement en cours l'aideront à décider à quel moment prendra fin le programme de contrôles et laquelle des trois options qu'il a exposées on suivra. Ces entretiens se tiennent avec des représentants du travail et du patronat, et non dans le cadre du forum national multipartite.